

✘ Le retrait des soldats britanniques approchant, les milices chiites s'affrontent dans la rue pour consolider leur mainmise, avant les élections provinciales.

UNE NOUVELLE liste de personnalités à exécuter circule depuis quelques semaines à Bassora. « *Chacun se demande s'il n'est pas dessus. La peur règne* », dit un observateur sur place. Longtemps épargnée par les attentats, la seconde ville d'Irak s'enfonce à son tour dans la violence. Une violence, certes moindre qu'à Bagdad, mais de nature, surtout, différente. Dans la cité méridionale à majorité chiite, ce ne sont pas les affrontements confessionnels avec les sunnites qui déchaînent les passions. Mais la lutte pour le contrôle de cet important centre d'exportation pétrolier, à laquelle se livrent les milices des deux principales factions chiites, l'Armée du Mahdi de Moqtada Sadr et la Force Badr, liée au Conseil suprême de la révolution islamique en Irak. Une lutte aggravée par la multiplication des gangs criminels, reliés à d'obscurs commanditaires. « *La polarisation de la situation est aiguisée par le départ sans doute plus très lointain des 7 200 soldats britanniques et la tenue des élections provinciales, sans cesse reportées* », ajoute l'observateur.

En armes, les sadristes contrôlent la rue et certains quartiers pauvres, comme Hanya. Puissants dans la police et les services de renseignements, les miliciens badristes, eux, sont spécialisés dans les assassinats ciblés d'anciens baasistes et de « *collaborateurs* » des Anglais.

« *On les voit s'entraîner à moto, le soir, sur certaines avenues, ils s'arrêtent brusquement puis font demi-tour après avoir simulé une attaque* », raconte Ali, un habitant de Bassora.

La « franchise » Sadr

Les sadristes sont a priori les plus forts. Mais l'Armée du Mahdi est handicapée par son éclatement croissant. « *C'est devenu une franchise, tel imam de quartier se réclame de Sadr, mais il ne lui obéit plus, en fait* », ajoute Ali. Les Anglais ont fait des sadristes leur principale cible car depuis un an ces derniers ont accru leur emprise sur Bassora. « *Les Britanniques veulent les affaiblir avant leur départ* », explique l'observateur. D'où les nombreuses arrestations de miliciens, détenus dans la prison surpeuplée de Bouca, dont certaines auraient été opérées grâce aux informations fournies par leurs rivaux de la Force Badr.

Malgré la répression qui les frappe, les sadristes parviennent à infliger des coups de plus en plus durs aux militaires britanniques. Ils ne se contentent plus d'attaquer leurs convois de nuit. Depuis un mois, ils multiplient les offensives durant la journée, tout en diversifiant leurs modes opératoires (tirs de roquettes Katioucha par exemple). « *Dans de telles conditions, il est difficile de penser que la milice de Sadr ne bénéficie pas d'un appui logistique extérieur* », relève un diplomate. L'Iran voisine est régulièrement accusée de soutenir certaines factions armées irakiennes, mais Téhéran dément.

Conséquence de cette pression maintenue, les troupes britanniques se font de plus en plus discrètes dans les rues de Bassora. « *Elles ne sortent plus qu'avec leurs chars* », dit un autre habitant. La semaine dernière, quatre soldats anglais ont été tués. « *Ils sont en train de préparer leur retrait* », affirme un membre d'une ONG. Les Anglais ont déjà regroupé une partie de leurs installations autour de l'aéroport. Et les Danois en ont fait de même. Des signes qui ne trompent pas une population écartelée entre le désir de voir partir les « *occupants* » et la

crainte du vide créé par leur départ.

Six mois après sa visite à Bassora, le premier ministre Nouri al-Maliki a échoué à reprendre le contrôle de la ville. L'armée et la Garde nationale ne font toujours pas le poids face aux milices, tandis que le gouverneur continue de garder la haute main sur une partie de la contrebande de pétrole. Comme à Bagdad, l'État n'existe pas. Pour Ali, « *la situation est si mauvaise que certains en viennent à regretter Saddam Hussein* ». Il ne reste plus qu'une quarantaine de familles chrétiennes. Beaucoup d'autres ont fui vers le nord l'islamisation des milices. Mais ces derniers mois, plusieurs d'entre elles sont revenues. « *Quitte à mourir, autant mourir chez soi* », reconnaît une mère, évoquant les pressions auxquelles ils ont été soumis. À Mossoul, par exemple, les familles chrétiennes arrivées du sud étaient contraintes de donner un fils à la guérilla sunnite.

Conséquence de ce ras-le-bol, une coalition de partis « séculiers », regroupée autour des communistes et de l'ancien premier ministre, Iyad Allaoui, vient de naître, pour s'opposer aux formations religieuses lors des élections provinciales. De quoi alimenter encore les tensions.

